

Fermeture programmée des sites d'Inspection du travail de Saint Denis et Montreuil

Un mauvais coup pour le service public de proximité ! ASSEZ D'ECONOMIES SUR LE DOS DU SERVICE PUBLIC !

La Révision Générale des Politiques Publiques, la RGPP, véritable cure d'austérité imposée aux services de l'Etat, n'en finit pas de porter atteinte à la qualité du service public. Tous les secteurs sont touchés par cette casse délibérée, ce sabotage organisé, du service public : l'Education (suppressions de postes, profs non remplacés à), la santé (fermeture de services d'urgence ou de centre IVG prévus dans le 93), etc. et aujourd'hui l'Inspection du travail.

Après la suppression de postes de catégorie C et la disparition de services de l'Emploi, aujourd'hui, la direction de l'Unité territoriale 93 de la DIRECCTE (Direction des Entreprises, de l'Ex-DDTEFP) décide de fermer les sites de Saint Denis et de Montreuil, et de rapatrier les sections d'Inspection à Bobigny. Décisions prises sans étude préalable en termes d'impact sur les usagers, ni concertation avec les agents.

Depuis près de 20 ans, ces sites décentralisés accueillent les salariés de ces secteurs pour délivrer des renseignements, les informer de leurs droits, recevoir leurs plaintes. C'est là que sont installés les agents contrôlant les conditions de travail et le respect de la réglementation sociale. La proximité est un élément essentiel pour l'accès au service public. Au plus près des travailleurs, l'Inspection du travail peut intervenir plus efficacement sur les lieux de travail, dans les entreprises et les chantiers du secteur.

La présence de l'Inspection du travail est d'autant plus justifiée que ces secteurs connaissent actuellement une transformation urbaine sans précédent (chantiers de rénovation urbaine, construction de tramways, etc..) et un fort développement économique.

Malgré cela, depuis des années, l'administration laisse ces sites décentralisés à l'abandon, sans jamais leur donner les moyens de fonctionner correctement (agents de secrétariat non remplacés, panne de téléphones depuis plusieurs mois, locaux mal adaptés, refus de créer un service dédié au renseignement du public). Cette situation sert aujourd'hui d'alibi pour fermer ces locaux, et centraliser toute l'activité sur Bobigny !

Les premières victimes seront bien entendu les usagers, qui auront plus difficilement accès au service public de l'Inspection du travail. Des exemples existent, à Paris notamment, où l'on constate que des regroupements de ce type ont entraîné une baisse des visites du public. Les victimes en seront aussi les agents des services, qui se voient imposer cette décision sans qu'on se soucie de leurs conditions de travail, de l'augmentation de leur temps de transport, etc.

**ASSEZ ! NOUS EN AVONS ASSEZ DE CES ECONOMIES SUR LE DOS DES
USAGERS, DES FONCTIONNAIRES, ET DU SERVICE PUBLIC !**
**En SEINE-SAINT-DENIS, peut-être encore plus qu'ailleurs, on a besoin de services
publics de proximité et efficaces !**

**Le syndicat CGT Travail Emploi 93, avec l'Union Départementale et les Unions
Locales de Saint Denis et Montreuil, dit NON à ces fermetures !**

**Oui au maintien des sites de Saint Denis et Montreuil, en leur donnant enfin les
moyens humains et matériels de fonctionner correctement :**

- plus d'agents de secrétariat et de contrôle,
- création de services locaux de renseignements,
 - des locaux fonctionnels et adaptés
 - des téléphones qui fonctionnent, etc. !

**POUR UNE INSPECTION DU TRAVAIL AU PLUS PRES DES
TRAVAILLEURS !**

